

02 octobre 1946

*Proletaires de tous les pays, unissez-vous !
Organe de l'Union Communiste (Trotskyiste)*

QUI TIENT LA QUEUE DE LA POELE ?

Satisfaite pour le moment des résultats constitutionnels anti-démocratiques qu'elle a obtenus en utilisant la concurrence des partis de gauche et de droite, tous empressés à la servir, la bourgeoisie veut maintenant les faire accepter par le peuple. Et alors qu'avant l'adoption du projet complet de Constitution elle menait une agitation fébrile contre le "Gouvernement d'Assemblée", la "dictature des partis" et les dangers de "l'anarchie", aujourd'hui, nous entendons un langage tout nouveau.

Blum, revenu des "angoisses" que lui provoquait De Gaulle le 19 septembre, parle d'apaisement, de retour à la raison du Général ; Roure, le gaulliste du Monde, propose des fêtes en l'honneur de la Constitution (*Monde* du 28-9) et *Combat* qui prêche l'abstention, *Combat* qui "de la Résistance" veut aller "à la Révolution", choisit comme moyen la résignation.

La bourgeoisie a tout intérêt à prêcher le calme et la résignation, puisqu'on n'a le choix, au prochain référendum, qu'entre le tripartisme et De Gaulle : se résigner au "oui" ou au "non", c'est se résigner à l'inflation, à la ruine, à l'incertitude du lendemain, à la faim, en un mot, à l'oppression de l'Etat bourgeois. C'est choisir entre le daladiérisme et le pétainisme.

A *L'Humanité*, l'on prêche aussi la résignation. Les Duclos font front unique avec les Frenay. Mais à *L'Humanité* l'on rappelle qu'on est démocrate, partisans d'une Assemblée unique, contre le système réactionnaire des deux Chambres.

Mais, leur résignation, ils la mettent une fois de plus sur le dos de la "volonté populaire" : le 5 mai, le peuple n'a-t-il pas refusé la Constitution présentée par le P.S. et le P.C.F. qui prévoyait une seule Chambre ? N'y-a-t-il pas eu une majorité de "non" répondant à l'appel des partisans de deux et même plusieurs Chambres ?

Mais, est-ce la véritable volonté des masses travailleuses qui se manifeste dans des élections contrôlées par la bourgeoisie ?

Aux élections du 21 octobre 1945, c'est une majorité écrasante qui s'est prononcée pour une seule Chambre.

Cette "inconséquence" de la "volonté populaire", telle qu'elle s'exprime dans le suffrage universel contrôlé par la bourgeoisie, provoque le mépris des politiciens pour le peuple, et la bourgeoisie se vante de pouvoir retourner l'opinion publique "comme une crêpe". Mais cela est dû au fait que c'est elle qui tient la queue de la poêle.

Le noeud de la question est bien là. Un référendum ne peut pas être démocratique si le pouvoir qui l'organise est un pouvoir ennemi des masses travailleuses.

En Grèce, où l'Etat bourgeois a d'abord réussi à écraser par la guerre civile la classe ouvrière, le référendum a forcément amené le retour de la monarchie.

En Yougoslavie, où Tito avait réduit à l'impuissance l'ancien Etat monarchique, le référendum n'a fait que sanctionner son régime.

En Italie, où la bourgeoisie n'a pas réussi à écraser les travailleurs dans une lutte ouverte comme en Grèce, mais où les travailleurs non plus n'ont pas pu entamer l'Etat bureaucratique-militaire de la

monarchie, le référendum a donné une légère majorité à la République : mais cela n'a amené aucun changement démocratique de l'Etat italien, de ses institutions, dans ses rapports avec le peuple ; cela n'a nullement rapproché le pouvoir du peuple. La "République" italienne n'est pas une République démocratique, mais une "monarchie sans roi", comme l'était, en 1875, la IIIème République en France, créée par une Assemblée Constituante monarchiste. Tout le système est resté intact, sauf que le monarque s'appelle maintenant Président de la République. Et le premier Président de la République italienne est un royaliste déclaré...

Donc, le premier objectif est de créer un pouvoir ami du peuple, détruire la haute bureaucratie, abolir les privilèges de la caste des officiers incontrôlés, remplacer la police aux mains de la bourgeoisie par des gardes ouvrières, réaliser l'armement du peuple travailleur qui se trouve désarmé devant les entreprises de la bourgeoisie contre lui (complot Daladier, complot Pétain, complot De Gaulle) et à qui l'on ne donne des armes qui pour mourir pour les capitalistes sur les champs de bataille. Il faut créer un gouvernement démocratique appuyé sur les masses travailleuses en lutte pour la démocratisation du pays, par la destruction des privilèges capitalistes et de l'Etat bourgeois.

Seul, un gouvernement appuyé sur les masses travailleuses en lutte consacrera, par une constitution démocratique, les conquêtes des classes laborieuses sur les classes riches, et personne d'autre.

C'est pourquoi les travailleurs, au prochain référendum, manifesteront leur volonté de ne pas se résigner à la misère capitaliste et inscriront sur leur bulletin "GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN".

QUE POUVONS-NOUS FAIRE

A la suite de notre "Appel" pour une Commission dans le but de retrouver les assassins de notre camarade Mathieu, publié dans la Lutte n°67, c'est du côté des ouvriers que nous est parvenu, comme nous nous y attendions, le premier écho. Des ouvrières ont été profondément touchées qu'un pareil crime ait pu être commis et rester impuni. "Que pouvons-nous faire ?" nous demandent-elles.

Vous pouvez, camarades, en cette matière comme dans toutes les autres, infiniment plus que tout le monde, plus que toutes les justices, plus que toutes les Commissions et toutes les personnalités qui ne daignent s'occuper d'une cause juste que si, déjà, l'intérêt et l'indignation du peuple se sont manifestés.

Et de fait, jusqu'à maintenant, aucun groupement, aucune personnalité officielle ne s'est empressée de nous donner son appui.

Mais, d'une façon ou d'une autre, c'est, avant tout, vous qui pouvez agir. Car de pareils faits ne pourront plus se produire si, devant votre attitude, leurs auteurs comprennent que leurs crimes se retourneront immédiatement contre eux. L'expérience a déjà montré que s'ils se heurtent à la vigilance et à la riposte des ouvriers, ils reculent. C'est la possibilité qu'ils ont eu, jusqu'à présent, de calomnier impunément les militants révolutionnaires, c'est le manque de réaction contre leurs méthodes de gangstérisme au sein du mouvement ouvrier, qui leur ont laissé les mains libres. Seule, la classe ouvrière, qui réprouve ces méthodes, peut les empêcher.

La bourgeoisie fait grand cas des trahisons des dirigeants ouvriers qui passent à son service ; elle raille la classe ouvrière dont certains chefs indignes passent dans son camp. Cependant, un nombre bien plus grand de militants ouvriers, de gens du peuple, restent fidèles à leur tâche, dévoués jusqu'au bout à la cause ouvrière.

Ce n'est pas de dirigeants dévoués que manque la classe ouvrière. Mais la bourgeoisie, avec la complicité des transfuges du camp ouvrier, ne réussit que trop souvent à les supprimer, à les réduire au silence par la calomnie et la persécution.

Pour faire échec à la bourgeoisie, notre union et notre vigilance sauront déjouer les complots des

calomniateurs et des gangsters au service de la bourgeoisie.

ET VOICI LES ACTES

Les "paroles de paix" de Wallace, Staline, Eden, font encore l'objet des commentaires de la propagande officielle ; mais déjà le véritable sens de ces paroles se fait entendre dans les événements sanglants de Grèce. Pour restaurer un roi et soutenir un gouvernement à sa dévotion, l'Etat-major anglais fait intervenir ses troupes et renforce dans cette région sa flotte de guerre.

La réalité donne le démenti à la propagande intérieure de Staline, selon laquelle "l'encerclement capitaliste de l'U.R.S.S. n'est pas possible", et qui exprime sa "conviction des possibilités d'une coopération pacifique entre le capitalisme et l'U.R.S.S." Car si ce n'est pas de l'encerclement de l'U.R.S.S. qu'il s'agit, pourquoi les conflits de Grèce, des Dardanelles, de Trieste, d'Iran, de Chine, etc. ? Si c'est d'une coopération pacifique qu'il est question, pourquoi la "diplomatie armée", les interventions et les expéditions militaires, la recherche de points d'appui et de bases stratégiques ?

Pour justifier les souffrances infligées aux peuples, pour motiver la politique de brigandage et d'oppression, en si flagrant contraste avec leurs affirmations "démocratiques" et "pacifiques", les dirigeants impérialistes défendent cette politique comme la nouvelle conception même de la "sécurité internationale" : c'est soi-disant la "politique de fermeté pour éviter la guerre", la politique de force pour tenir en respect l'adversaire.

Mais si, à l'usage intérieur, cette politique peut encore tromper les peuples et leur faire supporter le fardeau des dépenses de guerre, dans les rapports internationaux elle ne fait *qu'aggraver les causes de guerre*. La politique d'oppression des peuples et la résistance qu'elle suscite, les expéditions militaires pour maintenir les colonies sous le joug, la course aux armements et la recherche des "sphères d'influence", c'est là un état cent fois plus près de la vraie guerre impérialiste que de la paix.

Pour sauvegarder en Méditerranée et dans le Moyen-Orient les positions de l'impérialisme anglais, le gouvernement travailliste d'Attlee en 1946, comme en 1944 le gouvernement conservateur de Churchill, mène la guerre contre le peuple grec, hier "allié" et qui a tant souffert pour la "cause commune".

L'Humanité s'indigne : l'Angleterre, dit-elle, va jusqu'à restaurer en Grèce un roi d'origine allemande, Georges de Glucksburg. Mais n'y a-t-il pas, en Roumanie, un roi Michel de Hohenzollern ?

Cependant, l'E.A.M., organisation stalinienne grecque, vient de publier les conditions de paix qu'elle pose au gouvernement Tsaldaris ; *il n'y est pas question de l'abolition de la monarchie*. Les chefs staliniens demandent seulement l'élargissement du gouvernement pour y inclure l'E.A.M., et une "politique également amicale envers tous les alliés". Ce qui est donc en jeu pour eux, ce n'est pas la démocratie pour le peuple, mais "l'équilibre des forces". Ce qui leur est essentiel, ce n'est pas l'abolition de la dictature de Tsaldaris, mais la sauvegarde de l'influence stalinienne dans le gouvernement. En Grèce, comme dans tous les pays, la bureaucratie stalinienne utilise le mouvement ouvrier en faveur de sa propre politique et le détourne de ses véritables tâches.

Les maîtres de ce monde, forts de leur appareil technique (armée, police), s'imaginent pouvoir indéfiniment martyriser les peuples et les tenir à leur merci. Mais leur propre catastrophe, qu'ils ont su éviter hier au prix de la civilisation humaine, ils ne l'éviteront pas pour plus tard. Les peuples en révolte les renverseront.

Il y a deux ans en Grèce Churchill remplaçait Hitler

Article publié dans *La Lutte de Classes* N° 40, 12 décembre 1944, sous le titre :

Vivent les travailleurs grecs défenseurs de la cause prolétarienne !

REPONSE A UN CORRESPONDANT

A la suite d'un article sur Citroën (dans le n° 65 de la *Lutte*), un correspondant qui signe B.L. nous a fait l'objection suivante (*Lutte de Classes* n° 66) : "...Vous nous laissez entendre que la maison Citroën peut payer l'augmentation de ses ouvriers, parce qu'elle a fait des bénéfices. Mais, alors, là où la direction prétend avoir fait des pertes, les travailleurs seraient-ils donc obligés de continuer à s'escrimer avec des salaires de famine ? Les ouvriers n'ont pas à prendre en considération de tels arguments. Il est toujours facile à nos exploiters, dans le système capitaliste, de présenter des bilans déficitaires. Et ils voudraient que ce soient nos femmes et nos enfants qui supportent les conséquences de leur gabegie."

Il est évident que nous n'avons pas à tenir compte des arguments patronaux. L'exemple que nous donne le camarade de l'usine Thomson (où les ouvriers ont arraché 1.000 francs en faisant irruption dans le bureau de la Direction) prouve que la Direction patronale avait besoin qu'on lui force la main. Mais même si, livres de comptes en main, elle avait prouvé ses "pertes", des milliers d'ouvriers qui doivent faire vivre leurs familles ne peuvent pas tenir compte du bilan d'un patron devenu victime du système de production de sa propre classe ; ils ne peuvent pas mettre en balance le sort d'un individu vivant en exploitateur et en parasite, avec le sort de milliers d'autres qui vivent de leur travail, utiles à toute la société.

Mais d'autre part, il est extrêmement important pour les ouvriers d'exiger l'ouverture des livres de compte, parce que ce contrôle exercé sur tous les capitalistes, découvrirait les liaisons des capitalistes entre eux et leurs combinaisons avec les banques en France, dans les colonies, à l'étranger, la spéculation qui est à la base de ces relations, les plans de production dirigés contre l'intérêt du consommateur et dont l'unique but est le profit capitaliste, la politique du stockage pour faire monter les prix, les gains camouflés en "frais généraux", investissements, etc... Si quelques capitalistes isolés sont en difficulté, les gros capitalistes qui dominent toute l'économie pillent les masses et le pays. Le contrôle découvrirait donc que loin d'être "en difficulté", ceux-ci encaissent des bénéfices d'autant plus fabuleux que la misère des masses est plus grande.

Mais cette question du contrôle et de l'ouverture des livres de compte est d'autant plus importante, qu'actuellement il ne s'agit pas seulement d'une question de salaires. Les capitalistes essaient d'étouffer la classe ouvrière en la rendant responsable de l'inflation, pour la contraindre de ne plus revendiquer. Le contrôle ouvrier peut donc seul mettre la vérité à la portée de toutes les couches travailleuses, et leur montrer que l'inflation n'est pas due aux salaires, mais au pillage et à la spéculation capitalistes. Le contrôle montrerait la véritable situation des salaires et leur part dans les prix. Pour cela, il faut des révélations imposées par les ouvriers dans chaque secteur, chaque usine.

Cette tâche, nous ne pouvons pas laisser aux "officiels". Car nous avons vu, par exemple, *L'Humanité* dénoncer, à l'occasion, la politique de pillage des capitalistes et les causes véritables de l'inflation (budget de guerre, spéculation) ; mais quand Duclos a eu l'intérêt "gouvernemental" de serrer la main à Bidault, il a repris à la Chambre, contre les revendications des fonctionnaires, le même prétexte que les capitalistes : "nous devons tenir compte du danger d'inflation" ; alors que le salaire des fonctionnaires, des véritables, et non de la haute bureaucratie parasitaire, est la rétribution d'un travail indispensable au fonctionnement de la société et ne provoque pas l'inflation, dont la cause est dans le budget de guerre, la hausse des prix organisée par le patronat, etc...

Aujourd'hui, à nouveau, *L'Humanité* dénonce l'offensive de hausse des prix du patronat, basée uniquement sur la spéculation, et non sur l'augmentation des salaires. Les délégués de la C.G.T. qui siègent dans les diverses Commissions avec les patrons n'y ont aucun pouvoir et ne font que

"protester". Ils se plaignent, par exemple, que les capitalistes ne déclarent pas leurs stocks anciens de matières premières et fassent porter les majorations nouvelles sur ces stocks !

De même que dans une grève pour arracher une augmentation de salaires, c'est seulement la pression de la classe ouvrière sur les capitalistes qui peut aussi les démasquer, les obliger de déclarer les stocks, etc... Seuls les ouvriers peuvent veiller en permanence sur leurs intérêts, et non pas les politiciens pourris au service de la bourgeoisie. Seule, la classe ouvrière peut porter atteinte au droit divin du patronat.

Il ne s'agit pas là d'une tâche irréalisable. Si les bureaucrates ouvriers s'y opposent, c'est seulement comme ils s'opposent en général à toute mesure de mobilisation indépendante des masses ouvrières ; on n'a jamais vu ces gens prendre l'initiative d'une action ouvrière hardie. Pour la première fois, en juin 36, pour forcer la main à un patronat puissamment organisé, c'est la classe ouvrière elle-même qui prit l'initiative des grèves avec occupation, qui constituent une atteinte aux droits de la propriété capitaliste. Il faut aujourd'hui propager l'idée du droit qu'ont les ouvriers de connaître autant que les capitalistes les "secrets" qui concernent la production et les affaires économiques. Car il faut donner à la lutte de la classe ouvrière des objectifs qui lui permettent de parer à toutes les attaques, directes ou camouflées, de la bourgeoisie et de l'empêcher de reprendre aussitôt d'une main ce que notre action l'avait obligée de lâcher de l'autre.

...ECHOS...

Chez Gnome-et-Rhone

A Kellermann, mouvement dû au mécontentement

Malgré leur classification, qui est la même que celle d'ouvriers d'autres services, ceux de la Mécanique générale avaient un salaire inférieur. Décidés à mettre fin à cette injustice et agissant avec ensemble, 10 compagnons de ce service ont demandé à être, ou mutés ou réajustés, menaçant la direction, s'ils n'avaient pas satisfaction, de quitter *collectivement* l'usine. Comme à chaque fois que nous menons notre lettre avec ensemble, ces camarades vont obtenir l'augmentation, la direction s'étant inclinée.

A l'outillage, des compagnons avaient demandé au délégué de les introduire auprès du chef de service pour être classés P.3. Devant le refus du délégué, ils y sont allés eux-mêmes. Le chef de service a pris note de leur demande et les a prié d'attendre.

Depuis que la catégorie P.3 existe, la solution de lutte contre la vie chère pour beaucoup d'ouvriers est de monter de catégorie et ainsi de gagner plus. C'est l'arbre qui cache la forêt, car si nous voulons avoir un pouvoir d'achat plus grand, nous devons lutter sur notre terrain et non sur celui du patron. Demander à changer de catégorie, c'est être sur son terrain, la direction pouvant toujours prétexter que nous n'avons pas la valeur voulue, même si elle existe. Lutter pour l'augmentation de notre catégorie et appeler les autres catégories à nous appuyer, c'est lutter sur *notre* terrain. La solution momentanée pour nous n'est pas d'aspirer à un changement de catégorie, mais de lutter pour une augmentation de nos salaires et pour la suppression des trop nombreuses catégories qui nous divisent.

ANDRE

CHEZ RENAULT :

Discussion d'un ouvrier avec le collecteur

– Les gars refusent de prendre leur timbre. Pourquoi ?

- Certainement qu'ils ne sont pas satisfaits du Syndicat.
 - Ce n'est pas une raison pour l'abandonner ; ils n'ont qu'à venir s'expliquer en réunion.
 - C'est que la majorité des syndiqués n'est pas suffisamment éduquée pour discuter la politique du Syndicat. S'ils sont satisfaits, ils adhèrent. S'ils ne sont plus d'accord, ils se retirent.
 - Ils se sont concertés pour ne pas prendre leur timbre, alors pourquoi ne m'en ont-ils pas parlé, je suis le principal intéressé. Ils me font passer pour un c...
 - S'ils ont refusé de prendre leur timbre, c'est qu'ils désapprouvent la politique actuelle du Syndicat. Leur acte est un blâme pour la direction syndicale et non une brimade contre toi. En tant que représentant du Syndicat, ils savaient que tu les désapprouverais et c'est pourquoi ils ne t'en ont pas parlé. Toi-même, approuves-tu les mots d'ordre : produire et salaire au rendement ?
 - Non, mais ça ne m'empêche pas de rester au Syndicat.
 - Souvent les ouvriers ont exprimé leur mécontentement à ces mots d'ordre, mais on n'en a pas tenu compte. On a réclamé leur confiance aveugle. Ils l'ont accordée un moment, mais maintenant qu'ils voient les résultats, ils laissent tomber.
 - Ce n'est pas une solution, car le patronat n'attend que cela, que les ouvriers soient désorganisés.
 - Ce n'est pas une solution non plus que d'être organisé dans un Syndicat qui n'agit pas selon nos intérêts.
 - Alors il faut aller se coucher.
 - Non, il faut reprendre les anciennes méthodes de lutte et les ouvriers s'organiseront à nouveau dans le Syndicat ou dans d'autres organisations, peu importe, dès l'instant qu'ils luttent.
-

CAMARADE LECTEUR, que feras-tu cette semaine pour LA LUTTE ?

Le soutien financier de tous les camarades et lecteurs est vital à la parution régulière de notre journal.

Nous n'avons toujours pas reçu de réponse à notre demande d'attribution de papier ; la parution nous est ainsi rendue plus coûteuse. La haute bureaucratie au service des riches est là pour opposer toute son inertie et tous les prétextes aux organisations et aux journaux publiés dans l'intérêt des exploités ; elle est là pour protéger et faire prospérer une presse pourrie, une masse de centaines de journaux capitalistes et réactionnaires. C'est pour cela que nous ne pouvons espérer avoir cette autorisation que dans la mesure où les camarades nous soutiendront suffisamment, pour que ces messieurs voient que leur obstruction ne nous empêche nullement de vivre, de nous développer. Alors seulement, ils deviendront des "démocrates" et nous accorderont ce que les travailleurs nous auront déjà conquis par leur solidarité : ils se décideront à donner leur autorisation s'ils se convainquent que leurs retards ne parviendront pas à être un obstacle sérieux à notre parution.